

FONDATION MAIF

Rapport annuel 2006

Présenté au Conseil d'administration du 11 juin 2007



FONDATION MAIF
« Le Pavois » - 50 avenue Salvador Allende – 79000 NIORT
Tél. 05 49 73 87 04 – Fax 05 49 73 87 03
Site internet : www.fondation.maif.fr

SOMMAIRE

I – Conseil d’administration et Conseil scientifique

II – Rapport d’activité

III – Rapport financier

a) Rapport de l’expert comptable

1. Comptes annuels

2. Annexe

3. Analyses

b) Rapport du Commissaire aux comptes

1. Rapport général

2. Annexe

c) Informations complémentaires

IV – Analyses et perspectives

I – Conseil d’administration et Conseil scientifique

Le Conseil d'administration au 31/12/2006

Administrateurs honoraires : **Robert AYRAULT** – Président d'honneur Prévention MAIF
Jacques FOURNIER – administrateur honoraire MAIF
José INIZAN – Ancien Préfet
Paul MARCUS - Médiateur de la MAIF

La Fondation est administrée par un Conseil d'administration composé de 16 membres se répartissant comme suit :

6 membres désignés par le Conseil d'administration de la MAIF, fondatrice

Pierre GUILLOT

Président de la Fondation MAIF

Administrateur délégué auprès de la
Direction générale de la MAIF
9 Allée des Chaumes - 38640 CLAIX

Bernard BENOIST

Secrétaire général de la Fondation MAIF

Président de Prévention MAIF
50 avenue Salvador ALLENDE
79000 NIORT

Charles BERTHET

Professeur à l'Université Paris-Dauphine
87 avenue Jean Jaurès
92290 CHATENAY-MALABRY

Jean-Marc FLEURY

MGEN
3 Square Max-Hymans
75748 PARIS Cedex 15

Pierre SENAC

Trésorier de la Fondation MAIF

Président de Prévention MAIF
22 rue du 8 mai - 65600 SEMEAC

Dominique THIRY

Directeur de la MAIF
200 avenue Salvador Allende
79038 NIORT Cedex

4 membres de droit

Représentant le ministre de l'Intérieur :

Jean-Jacques BROT

Préfet
Préfecture des Deux-Sèvres
79021 NIORT Cedex

Représentant le ministre de l'Education Nationale :

Pierre POLIVKA

Directeur de l'Académie de PARIS
94 avenue Gambetta - 75984 PARIS Cedex

Représentant le ministre de la Recherche

Françoise HURSTEL

Professeur à l'Université Louis-Pasteur
12 rue Goethe – 67000 STRASBOURG

Le Président-directeur général de la MAIF

Roger BELOT

200 avenue Salvador Allende
79038 NIORT Cedex

6 membres élus par le Conseil d'administration en exercice, en raison de leurs compétences dans les domaines d'activités de la Fondation

René CAQUET

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine
Paris-Sud
63 rue Gabriel Péri
94276 LE KREMLIN BICETRE

Jean CHAPELON

Secrétaire général de l'Observatoire National
Interministériel de Sécurité Routière
Arche de la Défense – Paroiss sud
92055 LA DEFENSE cedex

Xavier FELS

Directeur des relations extérieures de PSA
75 avenue de la Grande Armée - 75016
PARIS

Jean-Marc LEPEU

Directeur des Relations Extérieures de
RENAULT SA
34 Quai du Point du Jour
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT
Cedex

Patrick PEUGEOT

Vice-Président de la Fondation MAIF

Président de LA MONDIALE
22 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Pierre ROGEZ

Directeur de la Sécurité de BULL SA, en
retraite
Site de Louveciennes - 68 route de Versailles
78430 LOUVECIENNES

Le conseil scientifique au 31/12/2006

Instance consultative de réflexion et de proposition présidée par le président de la Fondation, le conseil scientifique est composé de 16 personnalités nommées par le Conseil d'administration.

Jean AUDOUZE

Président du Palais de la Découverte
Avenue Franklin-D. Roosevelt
75008 PARIS

Charles BERTHET

Professeur à l'Université Paris-Dauphine
87 avenue Jean Jaurès
92290 CHATENAY-MALABRY

René CAQUET

Doyen honoraire de la Faculté de Médecine
Paris-Sud
63 rue Gabriel Péri
94276 LE KREMLIN BICETRE

Elie COHEN

Président de l'Université Paris-Dauphine
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16

Bernard CORNU

Directeur de l'IUFM de Grenoble
30 avenue Marcellin Berthelot
38100 GRENOBLE

Jean-Jacques DAIGRE

Professeur à l'Université Paris I
Panthéon-Sorbonne
36 rue de Fleury
86000 POITIERS

Bruno FALISSARD

Chef de clinique à l'Hôpital Robert Debré
Service de psychopathologie de l'enfant
48 boulevard Sérurier
75018 PARIS

Liliane GALLET-BLANCHARD

Professeur à l'Université Paris-Sorbonne
UFR d'anglais
1 rue Victor-Cousin
75230 PARIS CEDEX 05

Alain MOUGNIOTTE

Conseiller technique auprès du délégué
interministériel Sécurité Routière
Observatoire National Interministériel
de la Sécurité Routière
Arche Sud
92055 LA DEFENSE CEDEX

Bernard MASSINON

Assistant scientifique à la Direction des
applications du CEA
BP n° 12
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

Roland NUSSBAUM

Directeur de la Mission Risques Naturels
1 rue Jules Lefèbvre
75431 PARIS CEDEX 09

Vincent ROGARD

Professeur à l'Université Paris V
Laboratoire d'Ergonomie Informatique
45, rue des Saints Pères
75270 PARIS CEDEX 06

André STAROPOLI

Ancien Secrétaire Général du Comité
National d'Evaluation des Universités
43 rue de la Procession
75015 PARIS

Claude TARRIERE

Ancien directeur du Département Biomédical
RENAULT SA 27 rue du Fond Louvet
92500 RUEIL MALMAISON

Richard ZEITOUNI

Responsable de la coordination Sécurité
Routière
GIE PSA PEUGEOT CITROËN
DMFV/SSV – Bâtiment 58
Route de Gizy
78943 VELIZY-VILLACOUBLAY

Il est à noter qu'un poste est vacant

II – L'activité de la Fondation

II-a Fonctionnement

VIE SOCIALE

Le fonctionnement de la Fondation MAIF au cours de l'année 2006 s'est déroulé conformément aux exigences statutaires et réglementaires. Le Conseil d'administration, régulièrement réuni par deux fois le 13 juin 2006 et le 18 décembre 2006, a entendu et adopté les bilan et compte de résultat qui lui ont été présentés. Il a également pris les décisions nécessaires au bon fonctionnement de la Fondation MAIF et à son rayonnement scientifique, par le biais notamment de l'accord au soutien de six nouveaux projets de recherche.

Mandats des administrateurs

Le Conseil d'administration de la MAIF du 27 mai 2006 a renouvelé les mandats de MM. Bernard BENOIST, Charles BERTHET, Jean-Pierre FLEURY, Pierre SENAC et Dominique THIRY, en tant qu'administrateurs de la catégorie A.

Monsieur Jean-Marc LEPEU, représentant RENAULT SA au sein du Conseil d'administration, ayant souhaité mettre fin à son mandat d'administrateur, suite à son départ à la retraite, la candidature de Monsieur Luc-Alexandre MENARD a été acceptée par le Conseil d'administration du 13 juin 2006.

En tant que représentant du Ministère de l'Intérieur, le nouveau Préfet des Deux-Sèvres, Régis GUYOT, a rejoint le Conseil d'administration de la Fondation MAIF du 18 décembre 2006 au cours duquel les mandats de MM. Luc-Alexandre MENARD, et Patrick PEUGEOT ont été renouvelés en tant qu'Administrateurs de catégorie C.

Le Conseil d'administration a retenu, à l'unanimité, la structure du Bureau dont les membres sont les suivants :

- Monsieur GUILLOT, président,
- Monsieur PEUGEOT, vice président,
- Monsieur SENAC, trésorier,
- Monsieur BENOIST, secrétaire général.

Mandats des membres du conseil scientifique

Aucune modification n'est intervenue dans la structure du conseil scientifique durant l'année 2006.

Gestion Financière

Le Conseil d'administration a décidé, lors de sa séance du 18 décembre 2006, de procéder, avant la fin de l'année civile, à un changement de gestionnaire. Après liquidation du portefeuille SGAM, Depuis fin 2005, sur décision Conseil d'administration, les fonds détenus par la Fondation MAIF ont été confiés à 2 organismes financiers ODDO Pinatton et RICHELIEU Finance, le premier étant le dépositaire des fonds.

La gestion elle-même des capitaux s'est avérée satisfaisante durant l'année 2006. Par contre, les très nombreux changements de gestionnaires au sein d'ODDO ont fortement interpellé les spécialistes financiers et conduit le Bureau à proposer au Conseil d'administration du 18 décembre 2006 un nouveau changement de gestionnaire.

Le Conseil d'administration a donné son accord pour que la gestion soit confiée à la Banque QUILVEST, sans changer immédiatement la structure du portefeuille.

ÉQUILIBRE FINANCIER

Le résultat de l'exercice 2005 présentant un excédent de 1 981 866 euros, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa séance du 13 juin 2006, d'affecter 962 182,97 euros au report à nouveau afin d'apurer le report de l'année 2004. Au 31 décembre 2006, il n'y a pas de report à nouveau.

Les administrateurs ont également voté, à l'unanimité, les décisions suivantes :

- Affectation, conformément à l'article 14 des statuts, de 10 % de l'excédent des ressources annuelles, soit 198 187 euros aux fonds de dotation,
- Affectation du solde, soit 821 496,07 euros, aux fonds de réserve.

Au 31 décembre 2006, les réserves s'équilibrent à près de 4,174 millions d'euros, la dotation dépassant quant à elle les 12,269 millions d'euros, portant à près de 16,444 millions d'euros les fonds détenus par la Fondation MAIF.

Deux éléments particuliers sont à signaler de par leur impact sur le compte de résultat :

- L'annulation d'anciens projets, notamment « Valutec », a généré 200 000 € de produits d'exploitation.
- Augmentation importante du nombre de demande de supports vidéo, durant l'année, a provoqué une augmentation importante du coût de distribution (près de 100 000 €).

Près de 406 772 euros ont été dégagés en subventions sur actions de recherche. Les frais généraux, hors duplication de cassettes et hors affectation aux projets, progressent légèrement (+ 1%) au 31 décembre 2006 et représentent près de 292 000 euros. L'exercice se solde sur un résultat positif de 333 735 euros.

II-b Projets

Dix-neuf recherches engagées au cours des années précédentes se sont poursuivies en 2006, tandis que démarraient trois nouveaux projets et que plusieurs actions ponctuelles étaient conduites. Sur

les vingt-deux projets de recherche en cours, quatorze se positionnent sur le champ de la sécurité routière, deux sur celui des accidents de la vie courante et six sur celui des risques naturels.

1 - Projets clos sur l'année

1-1 La sécurité routière

Analyse secondaire de l'insécurité routière des jeunes conducteurs du Grand Sud-Ouest :

L'apprentissage anticipé de la conduite (AAC) a été conçu pour s'inscrire au sein d'un système d'accès graduel à la conduite et tenter de pallier les insuffisances d'une formation trop brève et fortement orientée vers l'obtention du permis de conduire. Cependant, à ce jour, l'efficacité de l'AAC, et de la formation du conducteur en général, n'a pas pu être clairement établie ni démentie. Une première recherche a permis, au travers d'une comparaison entre le grand Sud-Ouest français et la province canadienne du Québec, de dresser le profil socio-démographique et culturel de jeunes personnes qui suivent des programmes de formation à la conduite différents (dont l'AAC), d'établir une typologie des accidents dans lesquels ces personnes sont impliquées, de caractériser leurs attitudes envers la sécurité et les risques routiers et de mettre en évidence les difficultés de l'accompagnement des apprentis conducteurs.

Cette nouvelle recherche, présentée par le *Bureau d'études sociologiques Torres & Gauthier SARL de TOULOUSE*, se propose de réaliser une analyse complémentaire et approfondie des problèmes auxquels les jeunes conducteurs sont exposés sur la route.

L'étude s'appuie sur la mise en œuvre d'une enquête complémentaire auprès des conducteurs déjà sollicités lors de la première campagne.

La conclusion générale n'est pas particulièrement favorable au principe de conduite accompagnée mais plusieurs observations pourront être utiles à l'élaboration d'outils pratiques à destination des jeunes conducteurs mais également aux encadrants, permettront le développement de documents pédagogiques à caractère préventif.

*Engagement 2006 : 0 euro TTC (selon convention),
Règlement 2006 : 2 561,84 euros TTC (non soldé).*

Rapport final remis en 2005, réunion finale le 6 janvier 2006.

Etude épidémiologique des accidents de la circulation dans une cohorte de 20 000 employés d'une entreprise publique française (Cohorte GAZEL) :

L'essentiel de la connaissance épidémiologique de l'insécurité routière repose aujourd'hui sur l'analyse des bases de données nationales d'origine policière avec toutefois un risque de biais important dû essentiellement au manque de points de comparaison. L'observation de la survenue des accidents de la circulation dans une cohorte dont on connaîtrait les caractéristiques médicales, psychologiques, etc..., représenterait de ce fait un outil unique et d'une grande efficacité. La Fondation MAIF a donc décidé de s'associer à l'*Institut National de la Santé et de la recherche Médicale (INSERM)* dans le cadre d'une recherche qui, en s'appuyant sur la cohorte GAZEL de 20 000 employés mise en place en 1988 par EDF-GDF, vise à :

- Identifier et quantifier les facteurs psychologiques, socio-démographiques, professionnels et sanitaires liés au risque d'accident de la circulation ;
- Etudier l'impact du vieillissement d'une population sur le risque d'accident de la circulation ;
- Etudier le devenir des blessés de la route, tant du point de vue de la santé que des conséquences psychologiques, esthétiques, professionnelles, familiales et comportementales.

Les premiers résultats, statistiquement peu représentatifs ont fait l'objet de la publication d'un DEA en octobre 2001. Le rapport final a été remis en janvier 2002.

Les principales conclusions sont les suivantes : Les accidents de la route apparaissent liés à certaines affections (arthrite, troubles circulatoires veineux, troubles du sommeil et hypertension artérielle) ainsi qu'à certains événements de vie (séparations ou divorces, hospitalisation d'un proche). Certaines actions de santé publique visant à prévenir les accidents de la circulation chez les personnes à risque pourraient être envisagées : en termes d'information, d'une part, auprès du public et également auprès des médecins qui diagnostiquent des pathologies à risque, afin qu'ils mettent en garde ces patients contre les dangers à prendre le volant ; en termes de réglementation d'autre part. Dans ce domaine, certains pays ont instauré des permis "avec restriction d'usage" (permis de jour, vitesse limitée personnalisée...). De telles mesures pourraient aider les médecins des commissions de sécurité routière à moduler leurs décisions concernant l'aptitude à la conduite, en fonction des différentes pathologies à risque.

A la fin de la première convention, il a été décidé de poursuivre la recherche, objet d'une seconde convention, pour permettre de recueillir de manière prospective les informations sur les accidents corporels et matériels de chaque année écoulée.

*Engagement 2006 : 0 euro TTC (selon convention), (report 3 588,00 euros TTC en 2006),
Règlement 2006 : 3 141,74 euros TTC (Soldé avec un écart de - 446,26 euros TTC).*

Méthodologie d'évaluation des interfaces conducteur-véhicule par analyse des modifications de comportement du conducteur :

Les travaux réalisés dans le cadre d'un précédent partenariat ayant permis de développer une batterie complète d'outils techniques et méthodologiques permettant la détection et le diagnostic des évolutions du comportement du conducteur, la Fondation MAIF a décidé de s'engager à nouveau aux côtés du *Laboratoire d'Automatique et de Mécanique Industrielles et Humaines (LAMIH)* et de *PSA Peugeot-Citroën*. Sur la base des outils développés précédemment, la recherche se propose d'étudier la répercussion de l'introduction de systèmes techniques dans le véhicule (tels que l'alerte à la collision, l'info-traffic...) sur le comportement du conducteur afin de vérifier qu'ils ne génèrent pas d'effets négatifs sur la sécurité en détournant une partie de l'attention du conducteur.

*Engagement 2006 : 0 euro TTC (selon convention non signée depuis juillet 2000),
Règlement 2006: 0 euro TTC.*

Le renoncement au projet à été acté suite à l'envoi d'une lettre recommandée aux demandeurs.

1-2 Accidents de la vie courante

Psychopathologie du traumatisme crânien sévère survenu durant l'enfance : Effets psychologiques à long terme sur le sujet blessé et sa famille

Cette recherche vise à mettre en évidence les conséquences à long terme des accidents graves avec traumatisme crânien, chez l'enfant.

Elle a pour but de sensibiliser les acteurs sanitaires et sociaux dans le suivi à long terme de ces patients et de leur famille en vue des complications secondaires liées à ces séquelles mal comprises et mal prises en charge : échec scolaire, troubles du comportement et petite délinquance, troubles psychologiques de l'ensemble de la sphère familiale.

L'étude comprendra les phases suivantes :

- ⇒ Entretiens semi-directifs avec le sujet et la famille
- ⇒ Etude de la dynamique subjective à travers des tests projectifs et comparaison de résultats avec une population adolescente (test TAT, et Rorschach)
- ⇒ Observation du jeune en situation scolaire, utilisation de la vidéo et analyse des interactions
- ⇒ Recueil du point de vue des adultes chargés des apprentissages (utilisation du Child Behavior Checklist-Teacher's Rating Form – Achenbach, 1991)

Recherche réalisée par : Université PARIS X – Nanterre - Laboratoire LASI (Laboratoire de psychopathologie psychanalytique des Atteintes Somatiques et Identitaires).

Facturation transmise et enregistrée en comptabilité (non payée), rapport définitif non communiqué.

Engagement 2006 : 0 euro TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 0 euro TTC (report 2 550,48 euros TTC en 2007).

1-3 Risques naturels

Néant

2- Poursuite des actions engagées

2-1 La sécurité routière

Compatibilité aux chocs des véhicules :

Les véhicules n'étant pas toujours égaux devant un choc, une recherche engagée en 1998 en partenariat avec les constructeurs automobiles français par l'intermédiaire du GIE PSA-RENAULT

visé à concevoir et à réaliser des véhicules de démonstration, représentatifs du parc automobile de l'horizon 2005-2010, qui soient compatibles en choc fronto/frontal sans que pour autant les performances sur les autres types de collision ne soient dégradées. Cette étude, financée à 50% par le Ministère de l'Industrie dans le cadre du programme PREDIT, se décompose en 3 lots plus ou moins simultanés :

- Un lot A « accidentologie » que la Fondation MAIF soutient dans sa totalité et qui se décline en trois tâches : A1 - Etude exploratoire sur la composition du parc automobile 2005-2010 ; A2 - Volet accidentologique ; A3 - Analyse des phénomènes physiques.
- Un lot B « biomécanique » ;
- Un lot C « solutions techniques ».

Les tâches A2 et A3 du lot accidentologie sont arrivées à leur terme dès 1999, la tâche A1 a été achevée en mai 2001. Le lot B, dont l'avancement a été perturbé par des mises au point techniques, notamment de la barrière de test, s'est achevé au début de l'année 2005. En parallèle, et pour donner une vision plus globale du projet achevé, un rapport de synthèse des lots A et C a également été élaboré.

Engagement 2005 : 0 euro TTC (selon convention),

Règlement 2005 : 0 euro TTC (non soldé, report 54 753,44 euros TTC en 2007).

Personnes âgées et conduite automobile : Détection et codage de la position des objets de l'environnement interne et externe du véhicule

Le conducteur d'une automobile est soumis à un ensemble de stimulations qui lui fournit des informations relatives, d'une part, au déplacement de son véhicule par rapport aux objets de l'environnement et, d'autre part, à la position de son corps par rapport aux éléments de l'habitacle. La sécurité en conduite automobile dépend en partie de l'intégrité des différentes modalités sensorielles mais aussi de la possibilité d'intégrer ces informations afin de créer une représentation juste des positions et des déplacements relatifs de l'ensemble {corps – véhicule – environnement}. C'est ainsi qu'une recherche dirigée par l'UMR *Mouvement et Perception* de l'Université de la Méditerranée (Marseille) et réalisée en partenariat avec le *Laboratoire de Performance Motrice Humaine (LPMH)* de l'Université de Laval (Québec) et le *Laboratoire Ergonomie et Sciences Cognitives pour les Transports (LESCOT)* de l'INRETS Lyon-Bron a été retenue afin de tester la faculté des personnes âgées à intégrer des informations visuelles et non visuelles (ie vestibulaires et proprioceptives) en situation de conduite automobile.

Deux parties sur trois sont achevées : UMR-BLOUIN et LAVAL-BLOUIN

Reste en cours : LESCOT-BLOUIN

Engagement 2006 : 0 euro TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 0 euro TTC (report 21 879,48 euros TTC en 2007).

Module de sécurité routière sur simulateurs de conduite Faros

Depuis 1992, les simulateurs de conduite FAROS servent en initiation et formation à la conduite automobile.

La Prévention MAIF en utilise plusieurs afin d'effectuer des opérations de sensibilisation auprès des collèges et lycées ou dans le cadre de manifestations vouées à la sécurité routière. Les simulations disponibles permettent de tester un certain nombre de situations potentiellement à

risques qui sont toutefois généralistes au sens où elles s'adressent à un large public.

La Fondation MAIF a décidé de soutenir le projet, présenté par la *société FAROS* de LANION, qui vise à développer un véritable module de sensibilisation à la sécurité routière en :

- intégrant et valorisant les scénarios de risques issus de la recherche effectuée par le CEESAR,
- adaptant chaque simulation et son degré d'assistance à une population cible (non conducteurs, apprentis conducteurs, conducteurs confirmés, conducteurs seniors).

Le module logiciel pourra satisfaire plusieurs types de communication (de groupe ou individuelle).

Le *Centre Européen d'Etudes de Sécurité et d'Analyse des Risques (CEESAR)* de NANTERRE sera associé à la conception des scénarios ainsi que *Monsieur PIFFETEAU*, expert pédagogique indépendant.

Bien qu'ayant réalisé une partie importante de l'applicatif graphique, la société FAROS a connu des difficultés financières qui l'ont amenée à être mise en Redressement Judiciaire le 15 avril 2005, ce qui provoque un gel momentané des développements.

Après la cession de FAROS à la société ECA, le 31 janvier 2006, des négociations ont été menées pour convaincre les repreneurs de l'intérêt du projet et obtenir un engagement de leur part à l'achever.

Après l'accord du Conseil d'administration du 13 juin 2006, une nouvelle convention a été établie et signée le 23 octobre 2006.

*Engagement 2006 : 27 850 euros TTC (selon convention),
Règlement 2006 : 27 859 euros TTC.*

Protection des usagers vulnérables : modélisation de la tête de l'enfant et protection du piéton

L'objectif de ce projet est de mettre en place des outils numériques et expérimentaux d'évaluation de l'agressivité de la face avant des véhicules à l'encontre des piétons. Ce projet inclut aussi bien les modèles des segments corporels humains enfants et adultes que les méthodes de calcul de la cinématique globale du corps. En interaction avec l'industrie, des solutions sont étudiées et proposées afin d'optimiser la protection du piéton en général et de l'enfant en particulier.

Ce projet comprend 4 étapes :

1. Eudes bibliographiques du piéton et de l'enfant : l'enfant est abordé sous l'angle de sa géométrie anatomique, sous l'aspect comportemental en termes de propriétés mécaniques des tissus considérés, ainsi qu'à travers l'analyse des approches existantes de modélisation de sa tête. La bibliographie portant sur le piéton regroupe, quant à elle, l'étude des lésions occasionnées chez l'enfant, ainsi que l'étude des zones impactées sur les véhicules concernés. Ces travaux d'études bibliographiques sont conduits en parallèle sur l'adulte dans le cadre d'un projet PREDIT en cours.
2. Modèles de la tête d'enfant : un premier modèle par éléments finis de la tête de l'enfant a été développé au sein de l'équipe des Systèmes BioMécaniques de l'Institut de Mécanique des Fluides et des Solides de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg. Ce modèle a été

obtenu par réduction homothétique du modèle par éléments finis de la tête de l'adulte pour ce qui concerne sa géométrie. Son comportement mécanique a, quant à lui, fait l'objet d'une étude paramétrique. Une telle approche fait cependant appel à un grand nombre d'hypothèses simplificatrices autant géométriques que comportementales. La tête de l'enfant n'est en effet pas assimilable à celle de l'adulte à l'échelle près. Cette seconde partie du projet a pour objectif la réalisation de modèles numériques de la tête d'enfant, par tranche d'âge. Elle repose sur une analyse fine de la géométrie crânienne en fonction de l'âge de l'enfant, complétée par l'étude des épaisseurs osseuses et des sutures, ainsi que par la détermination des propriétés mécaniques et physiques de la matière cérébrale ainsi que de l'os.

3. Simulations d'accidents réels de piétons enfants : Les modèles ainsi développés sont utilisés à ce stade pour la simulation d'accidents réels de piétons, enfants en particulier, dans le but d'établir des limites de tolérance pour l'enfant et de disposer d'outils de prédiction des lésions. Cette partie du projet présente par ailleurs une ouverture vers d'autres types d'accidents impliquant des enfants comme les accidents domestiques par exemple.

4. Optimisation de la protection : Cette dernière partie du projet comporte la modélisation plus précise des structures impactantes que sont les capots et les sous-capots, les pare-brises, et les cadres d'automobiles. L'optimisation des structures environnementales est alors réalisée vis-à-vis des lésions et des limites de tolérance afférentes établies à l'étape 3 du présent projet. Les paramètres mécaniques, mais aussi géométriques, sont modifiés de façon à obtenir une réponse infra-lésionnelle des tissus pour un choc donné et ainsi contribuer à une meilleure protection de l'individu impacté.

Les retombées attendues s'inscrivent essentiellement dans la prévention des lésions cérébrales chez l'enfant. Cette recherche est en effet avant tout destinée à l'évaluation et à l'optimisation des systèmes de protection de la tête du piéton enfant. Parallèlement à cette étude, le piéton adulte est lui aussi pris en compte. Les modèles de la tête de l'enfant ici développés permettront également d'évaluer la protection de l'enfant à l'intérieur du véhicule, notamment en cas de choc latéral. Plus généralement les modèles développés et les limites de tolérances afférentes constitueront des outils de prédiction des lésions qui, transmis aux bureaux d'études permettront d'évaluer l'agressivité des structures impactantes. Ces travaux contribueront ensuite à faire évoluer les normes dans la mesure où de nouveaux dispositifs de mesure de la sévérité d'un choc seront proposés. Ce travail s'ouvre également au champ de la médecine légale. Les outils développés permettront en effet d'étudier les cas de mauvais traitement d'enfants se traduisant par le syndrome du bébé secoué ou par la mort subite du nourrisson par exemple.

Recherche réalisée par : Laboratoire des systèmes biomécaniques - Chef de projet : Rémy WILLINGER – Maître de conférence – Université Louis Pasteur (Strasbourg) – Institut de mécanique des fluides (Strasbourg).

*Engagement 2006 : 11 960,00 euros TTC (selon convention),
Règlement 2006 : 11 960,00 euros TTC.*

Etude des déterminants psychologiques du risque routier des deux roues à moteur : une approche interactive entre conducteurs de deux roues et automobilistes

Etant donné que nombre d'accidents de deux-roues motorisés impliquent une voiture, il apparaît important de tenir compte à la fois du rôle des conducteurs de deux roues à moteur et des automobilistes partageant le même espace routier dans la gestion de leur interaction, et ce afin de mieux expliquer le risque routier des deux roues à moteur et identifier les situations à risque.

L'objectif de cette enquête est d'explorer :

- les représentations de la conduite à deux-roues motorisés, de leurs particularités dynamiques et des conducteurs de deux-roues motorisés, en général,
 - du point de vue des automobilistes (n'ayant aucune expérience de la conduite à deux-roues motorisés) ;
 - du point de vue des conducteurs de deux-roues motorisés eux-mêmes, qui peuvent être soit conducteurs de deux-roues motorisés exclusifs (depuis au moins six mois), soit conducteurs de deux-roues motorisés et d'automobiles.
- les représentations de la conduite des automobilistes et des automobilistes en général, du point de vue des conducteurs de deux-roues.

Ces différents points de vue seront confrontés pour identifier :

- des facteurs de risque liés à la conduite des deux-roues motorisés ;
- des facteurs de risque pour les automobilistes interagissant avec des conducteurs de deux-roues motorisés dans l'espace routier.

L'enquête sera réalisée par entretiens directifs auprès de 140 personnes (40 conducteurs de deux roues motorisés exclusifs, 20 automobilistes exclusifs, 80 conducteurs « mixtes »).

Les résultats de cette recherche pourront permettre d'adapter les formations des deux types de conducteurs (motos et autos) en leur fournissant une meilleure visibilité du schéma conceptuel de l'espace de circulation commun tel que le conçoit l'autre groupe.

Recherche réalisée par le Laboratoire de Psychologie de la Conduite (LPC) de l'INRETS - 2, avenue du Général Malleret-Joinville - 94114 ARCUEIL.

Engagement 2006 : 23 746,24 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 0 euro TTC (report 23 746,24 euros TTC en 2007).

Stratégie d'optimisation de la conduite nocturne chez le sujet jeune

La somnolence au volant liée à la privation de sommeil est reconnue comme un facteur majeur de risque d'accidents de la circulation. Les accidents liés à la somnolence se produisent souvent la nuit et touchent en particulier les jeunes.

L'objectif principal de la présente étude est de déterminer le moment le moins risqué (début /fin de nuit) pour effectuer un trajet de 4 heures chez les conducteurs jeunes avec pour postulat de pouvoir débiter une activité (professionnelle ou de loisir) à 8:00 du matin.

L'objectif secondaire est de valider un item clinique permettant de différencier les sujets jeunes sensibles ou vulnérables à la privation de sommeil dans le cadre de la conduite automobile nocturne.

Les résultats de ce projet devraient permettre d'élaborer un outil simple et validé pour limiter les risques d'accident liés à la privation de sommeil chez les jeunes qui pourra être utilisé par tous les organismes impliqués dans la prévention routière et ainsi contribuer à réduire les accidents liés à la privation de sommeil en proposant la meilleure stratégie pour effectuer un trajet nocturne.

Des messages sécuritaires seront introduits dans des campagnes visant à réduire les accidents automobiles nocturnes liés à la fatigue et à la somnolence chez les sujets jeunes.

Enfin les résultats seront publiés dans des journaux scientifiques internationaux (à comité de lecture) et dans des congrès scientifiques nationaux et internationaux.

Recherche réalisée par la Clinique du sommeil - CHU Pellegrin - Place Amélie Raba Léon - 33076 BORDEAUX.

Engagement 2006 : 28 237,30 euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 28 237,30 euros TTC.

Traversée de rue chez le piéton âgé : L'estimation d'intervalles temporels par la personne âgée : analyse des comportements de traversée de rue pour la mise au point de programmes de réentraînement

Afin de réunir les conditions d'un vieillissement réussi, il est important d'assurer l'autonomie des personnes âgées et de rechercher les moyens de la maintenir le plus longtemps possible. Les personnes âgées sont surreprésentées dans les accidents de traversée de rue (près de la moitié des piétons tués en 2003, en France, avaient plus de 65 ans).

L'objectif de ce projet de recherche est donc de « mieux connaître pour mieux intervenir ».

Cette recherche s'inscrit dans le champ des Sciences du Comportement, et plus exactement dans celui de la psychologie cognitive. Elle s'intéresse aux effets du vieillissement sur les capacités perceptives, décisionnelles et motrices sollicitées lors de la traversée de rue et à leurs conséquences en matière de risque.

Visant d'une façon générale à mieux comprendre les comportements de traversée des piétons âgés et leurs interactions avec le trafic, cette recherche a pour objectif, au travers de situations de traversée reproduites sur simulateur, d'évaluer les risques encourus par les piétons âgés et de déterminer les facteurs qui en sont à l'origine.

Sur la base des résultats actuellement en cours d'analyse (recueil effectué dans le cadre d'une convention CNSR/INRETS), le projet de recherche se propose :

- 1) d'étudier l'effet de la densité du trafic sur la taille de la fenêtre temporelle utilisée, densité qui est supposée augmenter le risque accepté ;
- 2) d'aborder les questions liées à l'atténuation des effets du vieillissement, dans leurs composantes multiples, afin de réduire le risque encouru par les piétons âgés. Cette thématique de recherche aura pour objectif :
 - de développer des critères d'évaluation pour identifier les piétons à risque et déterminer l'origine (perceptive, décisionnelle et/ou motrice) de ces comportements ;
 - de mettre au point des programmes de réentraînement et de sensibilisation des personnes à risque.

Cette partie du travail intégrera un volet de réflexion sur la validité de la simulation comme outil de rééducation à la traversée de rue.

Les participants volontaires retenus sont issus de 3 groupes d'âge différents : 20 à 30, 60 à 70 et 70 à 80 ans, afin de préciser à partir de quel(s) âge(s) les difficultés de traversée apparaissent et

comment elles évoluent sous l'effet du vieillissement. Chaque groupe est composé de 26 personnes (13 femmes et 13 hommes).

Recherche réalisée par le Laboratoire de Psychologie de la Conduite (LPC) de l'INRETS - 2, avenue du Général Malleret-Joinville - 94114 ARCUEIL.

Engagement 2006 : 25 116,00 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 0 euro TTC (report 41 860,00 euros TTC en 2007).

Analyse comparative des procès-verbaux d'accidents mortels

L'objectif de l'étude est la réalisation d'une étude identique à celle menée en 1997 sur les procès verbaux mortels, de mars 1990 à février 1991, et une comparaison entre les deux études permettant de mettre en exergue les évolutions intervenues entre les années 1990 et 2000.

Un test réalisé sur 5 items de l'étude « PVM 1990 » montre qu'il n'est pas nécessaire d'exploiter la totalité des 10 000 procès-verbaux mortels de l'année 2000.

Cette étude sera réalisée à partir d'un échantillon de 2 500 accidents, correspondant au quart des accidents mortels (un sur quatre) survenus entre le 1er octobre 2001 et le 30 septembre 2003.

Recherche réalisée par le CEESAR (Centre Européen d'Etudes de Sécurité et d'Analyse des Risques) - 132, rue des Suisses - 92000.

Engagement 2006 : 36 950,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 36 950,00 euros TTC.

Examen cinématique du rachis cervical

L'amélioration des systèmes de sécurité à bord des véhicules automobiles tend à minimiser la gravité des traumatismes corporels. Les pathologies légères consécutives aux accidents sont par contre en augmentation notamment en ce qui concerne le rachis cervical.

Ces « entorses » cervicales posent un problème d'évaluation du degré d'handicap réel de la victime et de son éventuelle incapacité ou invalidité car les outils existants sont inadaptés car trop intrusifs et coûteux.

Cette recherche, utilisant le système ultrasonore ZEBRIS, devrait permettre de développer un moyen d'investigation non irradiant et économiquement adapté.

Sur le plan de la prévention des risques, il s'agit d'établir un diagnostic quant à l'éventuelle diminution des mobilités articulaires consécutives à un accident ou liées au vieillissement. Ce système pourra également être performant dans le suivi thérapeutique dans le cadre de la rééducation.

Enfin, en matière médico-légale, le projet permettra de disposer d'un outil, de mise en œuvre simple, de mesure standardisée des amplitudes articulaires utile à la détermination objective du préjudice fonctionnel d'une victime

Recherche réalisée par le Laboratoire de Biomécanique (LBM) de l'ENSAM (Ecole Nationale Supérieure d'Arts & Métiers) – UMR CNRS 8005 - 151 Boulevard de l'Hôpital - 75013 PARIS.

*Engagement 2006 : 35 502,30 euros TTC (selon convention),
Règlement 2006 : 35 502,30 euros TTC.*

2-2 Accidents de la vie courante

Enquête sur la santé des enfants de 6 à 11 ans scolarisés en France métropolitaine

L'épidémiologie descriptive de l'état de santé mentale de l'enfant reste un domaine jusqu'à ce jour peu abordé en France. Un partenariat a donc été engagé avec le Département de Recherche en Santé Publique (DRESP) de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) afin de dresser, au travers d'une enquête nationale, un état des lieux de la santé mentale et physique des enfants scolarisés dans le cycle primaire en France métropolitaine. La recherche se propose notamment d'étudier les facteurs de risque sociaux et psychologiques, l'utilisation des services de santé, les comportements de prévention, et de dégager des recommandations pour améliorer l'état de santé des enfants. L'enquête s'attachera enfin à déterminer l'incidence des accidents de vie courante de l'enfant dans les 12 derniers mois, à en faire une analyse descriptive, et tentera de rechercher les facteurs de risque.

Ce projet est resté complètement bloqué par l'attente d'autorisations administratives d'enquête auprès des enfants.

*Engagement 2006 : 3646,69 euros TTC (selon convention & avenant du 01/04/2004),
Règlement 2006 : 0 euro TTC (report 18 231,32 euros TTC en 2007).*

2-3 Risques naturels

Vulnérabilité des territoires face aux crues rapides. Analyse des mobilités de population du Gard pour une meilleure prévention du risque

Dans le sud de la France, il y a toujours une persistance des dommages causés par les crues torrentielles, notamment en pertes de vies humaines. Malgré de nombreuses années de recherche en météorologie et en hydrologie pour parvenir à une meilleure prévision, il existe, à l'heure actuelle, peu de données concernant la vulnérabilité des territoires.

L'objectif de ce projet est double, s'agissant de développer :

- d'une part, une méthode de diagnostic et d'observation de la vulnérabilité de territoires confrontés aux phénomènes de crues rapides, les territoires du Gard constituant sur ce point un site particulièrement intéressant à explorer ;
- d'autre part, des outils d'aide à la gestion de crise en cas de crue rapide. Des recherches antérieures ont mis en évidence certains manques en matière de gestion ; les travaux tenant compte de ces recherches porteront plus spécifiquement sur les questions de déplacements en période de crise. Seront identifiés les comportements potentiellement dangereux au travers de la mobilité des populations avec, parallèlement, une évaluation de la vulnérabilité du réseau routier pour parvenir à l'élaboration de scénarios de crise.

L'analyse s'organise autour de 3 volets :

1. Analyse de la vulnérabilité routière ;
2. Analyse du comportement des populations en terme de déplacement durant la crise ;
3. Analyse des mobilités habituelles.

Dans le cadre de la coordination d'un projet européen approuvé par la commission européenne et dénommé programme « FLOODSite », prévoyant la confrontation avec d'autres territoires, notamment italiens et espagnols, cette étude fera l'objet de communications et de rapports réguliers pouvant donner lieu à des publications dans des revues spécialisées ou dans des colloques.

Recherche réalisée par : UMR Pacte – Laboratoire Territoire de l'Université Joseph Fourier de Grenoble – Chef de projet : Céline LUTOFF, maître de conférence, docteur es géographie.

Engagement 2006 : 23 301,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 23 301,00 euros TTC.

Analyse de la gestion des alertes et des crises lors d'inondation et de tempêtes

L'objectif de ce projet est d'apporter aux acteurs en charge de la prévention des risques un retour d'expérience leur permettant d'améliorer la gestion des situations de crises et d'éviter les différents dommages collatéraux occasionnés par les catastrophes naturelles.

Des études sur le terrain seront réalisées auprès des différents acteurs avec deux cibles principales : la diffusion de l'alerte et les modes d'organisation émergents face à la catastrophe.

La recherche comprend les étapes suivantes :

- 1 – Approfondissement de l'étude concernant la tempête de 1999 dans un département côtier,
- 2 – Comparaison ciblée dans un autre département,
- 3 – Comparaison avec les pratiques de gestion dans plusieurs pays européens,
- 4 – Rédaction d'une thèse,
- 5 – Organisation d'un colloque de restitution des résultats et publication dans des revues spécialisées.

Recherche réalisée par : le Centre de Sociologie des Organisations du CNRS – 19 rue Amélie - 75007 Paris (Sciences Po).

Engagement 2006 : 3 910,00 euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 15 640,00 euros TTC (report 3 910,00 euros TTC en 2007).

Etude de la prévention des risques dans les pratiques sportives et de loisirs de montagne : analyse de la gestion du risque par une approche territoriale

Ce projet de recherche concerne l'analyse des mécanismes de prévention des risques dans les activités sportives de montagne, activités qui contribuent à l'évolution dynamique des territoires montagnards.

Son objectif principal consiste à comprendre dans un premier temps comment se construisent et se mettent en place les politiques de gestion du risque à l'échelon local dans les pratiques sportives et de loisir, en utilisant une grille d'analyse territoriale (sociologique, politique, et géographique).

Dans ce but, plusieurs territoires alpins des Alpes du Nord pour lesquels les activités sportives de montagne contribuent à l'évolution dynamique, seront étudiés.

Cette analyse territoriale de la gestion du risque doit conduire dans un second temps à des propositions tendant à optimiser l'efficacité d'action en matière de prévention, des principaux acteurs dans le cadre du développement durable du tourisme sportif. Ces propositions pourront porter sur une meilleure qualité d'organisation et par conséquent une amélioration de la cohérence de cette gestion du risque dont seront bénéficiaires les divers publics concernés. Elles concerneront l'aide à la gestion durable (préconisation et solution de gestion), le partenariat (information, mise en réseau, collaboration, forum, débat etc), la formation.

Les acteurs impliqués sont les collectivités locales et politiques (Région, Département, Commune, Association Nationale des Elus de Montagne), les groupes sociaux professionnels (Syndicats, Association Professionnelle ex médecin de montagne), les gestionnaires d'espace (PNR, PN, Conseil Départemental des Espaces, etc), les institutions (Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme, CEMAGREF, Météo France), Secours, Associatifs ...

Le plan de travail proposé consiste dans une première partie à décrypter pour chaque territoire sélectionné, les mécanismes de prévention du risque (étude de la réglementation relative à la prise en compte de la prévention, recensement des acteurs et des institutions impliquées, analyse des politiques de gestion du risque, recensement des équipements prévus et ceux mis en place etc). Dans une deuxième partie, un diagnostic organisationnel et opérationnel de la gestion du risque sera proposé.

Les terrains d'étude sont le Massif du Mont Blanc (problématique de haute montagne), la vallée de la Haute Tarentaise (problématique station et hors station), le PNR du Vercors (problématique moyenne montagne).

Recherche réalisée par : le Cemagref de Grenoble (Centre d'Etude du Machinisme Agricole, du Génie Rural et des Eaux et Forêts)
2 rue de la papeterie - BP 76 – 38402 St MARTIN D'HERES cedex.

Engagement 2006 : 34 191,25 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 51 286,87 Euros TTC (report 34 191,25 euros TTC en 2007).

Interactions entre écoulements à surface libre de fluides complexes et un obstacle - Application aux laves torrentielles et aux avalanches de neige dense

Les laves torrentielles et les avalanches sont des phénomènes gravitaires rapides qui peuvent engendrer des pertes humaines (cf. avalanche de Montroc en 1999) et des dégâts matériels considérables (habitations et infrastructures détruites, voies de communication coupées, etc...).

En l'état actuel des connaissances, ces phénomènes restent largement imprévisibles.

Mis à part les aspects réglementaires (PPR) dont l'objectif principal est l'interdiction de construire dans des zones exposées, la prévention repose sur des mesures structurelles permettant d'empêcher la formation du phénomène ou d'en réduire l'ampleur, de freiner, stopper ou dévier l'écoulement.

La mécanique de ces phénomènes d'écoulement est étudiée et simulée à travers des modèles mathématiques (exemple l'étalement des laves torrentielles réalisé, avec l'aide de la Fondation MAIF par l'Ecole des Mines de Paris).

Actuellement, une grande méconnaissance subsiste sur l'intensité des contraintes potentiellement générées par un écoulement sur une structure.

L'objectif de cette recherche est d'apporter une meilleure connaissance des phénomènes d'interaction entre écoulements gravitaires et obstacles avec un double intérêt pratique : 1. Quelles sont les modifications d'écoulement engendrées par l'obstacle ? 2. Quelles sont les forces d'impact subies par ces structures ?

Concrètement, les résultats de l'étude devraient permettre de mieux estimer les dégâts potentiels aux infrastructures et aux ouvrages ainsi que l'établissement de règles de dimensionnements de ceux-ci propres à assurer leur efficacité et leur pérennité.

Recherche réalisée par le CEMAGREF de Grenoble (Centre d'Etude du Machinisme Agricole, du Génie Rural et des Eaux et Forêts) - l'Unité de recherche Erosion Torrentielle, Neige et Avalanches. 2 rue de la papeterie - BP 76 – 38402 St MARTIN D'HERES cedex.

Engagement 2006 : 25 159,50 Euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 25 159,50 Euros TTC.

Aléa et risque sécheresse

L'objectif général du projet concerne la prévention des risques liés à la sécheresse. Il doit conduire à une amélioration du diagnostic sécheresse quant à ses effets sur le bâti, à des solutions techniques adaptées au contexte géologique et au type d'ouvrage, et fournir des recommandations et des informations orientées vers différents publics.

Pour cela, le projet vise d'abord à développer une méthodologie de caractérisation de la sensibilité des sols argileux à la sécheresse avec application aux sols argileux de la région parisienne à l'est de Paris.

Il développe ensuite un modèle numérique suffisamment réaliste pour rendre compte des échanges en eau à l'interface sol – atmosphère qui contrôlent la formation du profil hydrique des sols superficiels, afin d'en déduire des critères d'alerte permettant la mise en œuvre de mesures de prévention.

Par ailleurs, un suivi régional par interférométrie radar est envisagé pour établir une cartographie des effets au sol de sécheresse.

Le projet propose enfin d'améliorer le diagnostic des effets sécheresse sur le bâti et d'établir des recommandations en matière de prévention sur la typologie des structures.

L'intérêt d'une telle étude semble double : elle contribue à une caractérisation plus rigoureuse de l'aléa sécheresse, et par voie de conséquence apporte une meilleure information dans le futur aux décideurs et assureurs sur l'estimation de la prévention du risque d'effets dommageables sur le bâti.

Recherche réalisée par le ARMINES-CGI (Association pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels, Centre de géologie de l'ingénieur) – Marne-La-Vallée

Engagement 2006 : 79 795,17 euros TTC (selon convention),

Règlement 2006 : 0 euro TTC (report 79 795,17 euros TTC en 2007).

3- Projets initiés en 2006

3-1 La sécurité routière

Syndrome d'apnée du sommeil et conduite automobile

Le syndrome d'apnée obstructive du sommeil (SAOS) est caractérisé par un arrêt du flux aérien d'une durée supérieure ou égale à 10 secondes, la reprise respiratoire coïncidant habituellement avec un éveil très bref ou l'allègement du sommeil.

La présente recherche a pour objectif à la fois de mieux connaître les signes avant-coureurs d'une baisse de la vigilance chez des patients apnéiques lors d'une tâche de conduite automobile, mais aussi d'évaluer l'impact sur cette même performance d'un traitement par PPC (pression positive continue) sur l'amélioration de la qualité du sommeil et de la vigilance diurne.

Deux expériences consécutives sont prévues :

1. Evaluation de l'évolution de l'électro-encéphalogramme (EEG) au cours de la période de 24 heures chez des patients apnéiques comparés à des sujets sains (15 sujets apnéiques et 10 sujets contrôles).
2. Le même protocole sera appliqué que dans l'expérience 1, à la différence près que durant les 24 heures de privation de sommeil, les sujets apnéiques et contrôles seront soumis à 6 reprises à des épreuves de conduite automobile simulée au cours desquelles l'EEG sera enregistré, ainsi qu'à des séances de tests cognitifs précédés et suivis d'une séance de CBS (Cortical Brain State), qui consiste à demander au sujet de rester sans bouger durant 9 minutes au cours desquelles il aura, pendant les 3 premières minutes, les yeux ouverts fixant un point déterminé, puis 3 minutes les yeux fermés et à nouveau les yeux ouverts.

Le SAOS est la cause la plus fréquente de somnolence diurne d'origine organique et surexpose les malades qui en sont victimes aux accidents routiers, domestiques et professionnels. Plus de 80 % des patients – dont beaucoup ignorent qu'ils souffrent d'une apnée du sommeil – sont invalidés dans leur vie quotidienne par une somnolence diurne excessive dont on peut évaluer l'importance par divers questionnaires.

Le SAOS mérite l'attention des pouvoirs publics, notamment pour procéder au dépistage systématique de cette affection respiratoire. Par ailleurs, il semble clair que la prise en compte d'une telle pathologie par les compagnies d'assurance est absolument nécessaire dans la mesure où elle constitue un facteur de risque extrêmement important en matière de sécurité routière et domestique.

C'est pourquoi la présente recherche vise, non seulement à tenter d'identifier avec précision les variables individuelles qui pourraient être plus particulièrement en cause dans l'accidentogénèse des patients apnéiques, mais également à cerner précisément les moments les plus dangereux au cours de la période de 24 heures dans un but évident d'information et de prévention auprès des populations concernées.

Les perspectives de cette recherche en terme de valorisation et de diffusion seront donc centrées sur deux objectifs :

- la rédaction de 3 articles qui seront soumis à des revues internationales à comité de lecture de très bon niveau ; de plus, les résultats de la recherche seront présentés dans des congrès

nationaux et internationaux, notamment dans le Congrès de l'ESRS (European Sleep Research Society).

- au niveau sociétal, les résultats de cette recherche seront communiqués au Service de Presse du CNRS qui assure la diffusion des résultats auprès du grand public (conférences, articles de presse assurés par les auteurs), en mentionnant le nom de l'organisme financeur.

Recherche réalisée par le Centre d'Etudes de Physiologie Appliquée (CEPA) du CNRS / UPS 858 Université Louis Pasteur - 21, rue Becquerel – 67987 STRASBOURG Cedex.

Projet, d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 158 021,50 euros TTC

Engagement 2006 : 47 406,45 euros TTC (selon convention signée le 2 octobre 2006),

Règlement 2006 : 47 406,45 euros TTC.

Etude de l'apprentissage de la conduite deux roues motorisés dans une perspective de prévention : Dynamiques d'apprentissage en situation réelle et simulée

Les risques liés à la conduite des deux roues constituent un enjeu majeur de santé publique. Alors que les deux roues représentent moins de 1% du trafic routier total français, plus de 11 % des conducteurs impliqués dans un accident corporel sont des motocyclistes et ils représentent 14,5 % des victimes. Pour l'année 2006, la part des motards pour l'ensemble des accidents devrait dépasser les 16 %.

Afin de mieux comprendre les phénomènes spécifiques associés aux deux roues, ce programme de recherche envisage d'étudier les comportements des motards en situation « réelle » d'apprentissage (plateau/circulation).

Cette recherche est composée de 4 volets :

- modélisation des dynamiques d'apprentissage de la conduite deux roues motorisés en situation réelle,
- spécification des orientations de conception,
- conception et mise au point du simulateur,
- implantation du simulateur dans l'apprentissage.

Deux types de contribution en matière de prévention et de sécurité routière sont identifiés ; ces contributions sont liées aux possibilités de l'étude de l'apprentissage en contexte naturel, d'une part, et de la simulation de conduite deux roues, d'autre part.

Perspectives de valorisation :

- en terme d'innovation technologique (nouvelle génération de simulateurs pour l'apprentissage de la conduite deux roues, avec module « spécifique » de formation à la conduite deux roues, programmes innovants de formation et de transformation du comportement citoyen, système de sensibilisation pour les apprentis motards, système d'aide à l'apprentissage),
- en terme de diffusion des connaissances scientifiques (colloques nationaux et internationaux, publications d'articles),
- en terme de retombées financières (dispositif de formation basé sur la simulation, moins onéreux que l'achat d'un deux roues réel par les moto-écoles),
- en terme de création d'emploi (maintenance et formation dans les moto-écoles).

Recherche réalisée par le Laboratoire AMCO (Activité Motrice et Conception Ergonomique Université d'Orléans - 2, allée du Château – 45062 ORLEANS Cedex 2

*Projet, d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 40 200,00 euros TTC
Accord du CA du 18 décembre 2006, convention signée en 2007.*

3-2 Accidents de la vie courante

Néant

3-3 Risques naturels

Vulnérabilité des milieux urbanisés face aux impacts physiques des écoulements volcaniques, des lahars et des crues associées

Le principal objectif de la recherche proposée est le développement d'une méthode d'évaluation des aléas et surtout des risques liés aux écoulements volcaniques (écoulements pyroclastiques et lahars ou coulées de débris et de boue) en milieu urbain. En particulier, cette recherche appliquée à la vulnérabilité d'une grande ville (Arequipa, sud du Pérou) et d'une île peuplée et touristique (Basse Terre, SO de la Guadeloupe) poursuit deux objectifs précis :

- 1) la genèse de scénarios multi-aléas volcaniques et hydro-volcaniques, grâce à l'aide de travaux géologiques antérieurs et de codes de simulation semi-empirique et numérique ;
- 2) la définition de facteurs de vulnérabilité, surtout physique, mais aussi économique, des éléments exposés à ces risques dans les villes (quartiers, habitat, écoles, établissements sanitaires, sportifs et religieux, infrastructures routières et ponts, voirie, centres de communications), à partir d'enquêtes à l'échelle du quartier et de tests géotechniques des matériaux in situ et en laboratoire.

Les deux catégories de résultats (cartes, plans, tests, documents) feront l'objet d'une :

- cartographie géoréférencée dans un SIG (ILWIS et Arcview) et d'une
- plate-forme de visualisation, à l'intention des décideurs (municipalités), de la protection civile et des communautés exposées.

Recherche réalisée par le Laboratoire Magmas et Volcans, UMR 6524 CNRS de l'Université Blaise Pascal (Clermont 2), 5 rue Kessler – 63038 CLERMONT-FERRAND Cedex

*Projet, d'une durée de 3 ans et d'un coût total de 61 200,00 euros TTC
Accord du CA du 18 décembre 2006, convention signée en 2007.*

4 – Les actions ponctuelles et de valorisation

Supports vidéo :

Le film « Attention Eskabo » a été retravaillé en DVD interactif permettant des accès variés au film, aux différents thèmes abordés dans le film et à des compléments permettant d'approfondir certains sujets.

Dans cette nouvelle version, le film, initialement créé pour servir de support d'animation lors de réunions structurées, est accessible de manière individuelle.

Pôle de compétitivité MOVE'O :

Le Directeur de la Fondation MAIF a poursuivi sa participation aux groupes de travail sur le projet de pôle de compétitivité de Versailles (VESTAPOLIS) puis au projet de rapprochement entre ce pôle et celui de « Normandy Motor Valley » pour la création d'un pôle de niveau mondial dont le nom sera MOV'EO.

La Fondation MAIF qui est devenue membre de l'association MOVE'O a été associée au projet par la participation de son Directeur aux travaux sur la gouvernance du nouveau Pôle.

Pôle niortais d'excellence du risque :

Le Directeur de la Fondation MAIF a également poursuivi sa contribution à l'étude de faisabilité d'un pôle d'excellence du risque sur Niort en participant au comité technique qui regroupe des instances administratives régionales et locales (Conseil régional, Conseil général, Préfecture, Communauté Urbaine, Mairies), le centre universitaire, IRIAF, et les mutuelles d'assurance.

Colloque Risques naturels MAIF-USVQ

Le 6 avril 2006, un colloque intitulé « Géographes et Assureurs face aux risques naturels : Acteurs complémentaires de la connaissance et de la prévention » a été organisé, en coopération avec la MAIF et L'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

La contribution de la Fondation MAIF au soutien de la recherche en matière de risques naturels a été présentée par Hubert OLIVIERO.

Communication au sein du Groupe MAIF :

Les activités de la Fondation MAIF ont pu être présentées lors du stage des nouveaux délégués MAIF.

L'espace Education (Etudiants IUFM & Enseignants) du site Internet de la MAIF s'est fait l'écho de la fin de l'étude sur les risques deux-roues motorisés RIDER confiée au CEESAR de Nanterre. En plus d'un petit résumé des principaux résultats, un lien vers le site de la Fondation MAIF y est proposé.

Statutaire :

Un encart de présentation de la Fondation MAIF a été inséré dans l'**Annuaire des Services Publics des Deux-Sèvres**.

Diffusion de la connaissance :

Le site Internet de la Fondation MAIF a été mis à jour à plusieurs reprises durant l'année 2006. De nouveaux rapports de recherche y ont été ajoutés.

A noter que des difficultés techniques continuent de contrarier le rythme des mises à disposition du public.

III – Rapport financier

III.a – Rapport de l’expert comptable

RAPPORT DE PRESENTATION

Dans le cadre de la mission de présentation des comptes annuels de la FONDATION MAIF pour l'exercice du 01/01/06 au 31/12/06, conformément à nos accords, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts comptables.

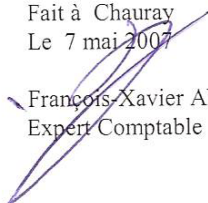
A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, étant précisé que les stocks et travaux en cours éventuels ont été repris pour les montants transmis par le client, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci-joints se caractérisent par les données suivantes :

Total du bilan	17 272 304,61 €
----------------	-----------------

Résultat net comptable(bénéfice)	333 735,87 €
----------------------------------	--------------

Fait à Chauray
Le 7 mai 2007


François Xavier ANDRAULT
Expert Comptable

BILAN AU 31/12/2006

ACTIF	BRUT	AMORT. ET PROVISIONS	NET AU 31/12/06	NET AU 31/12/05
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS D'ETABLISSEMENT			0,00	0,00
FRAIS DE RECHERCHES & DEVELOPPEMENT	63 123,01	12 015,60	51 107,41	158,52
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			0,00	33 621,95
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS			0,00	0,00
CONSTRUCTIONS	79 790,22	75 722,57	4 067,65	4 541,64
INST.TECH.MAT.ET OUT.INDUST.			0,00	0,00
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 682,79	194 749,47	2 933,32	5 169,74
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES			0,00	0,00
AUTRES TITRES IMMOBILISES	16 933 493,65		16 933 493,65	16 495 292,01
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 274 089,67	282 487,64	16 991 602,03	16 538 783,86
ACTIF CIRCULANT				
CREANCES				
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	0,00		0,00	0,00
AUTRES CREANCES	217,41		217,41	0,00
DIVERS				
AVCES ET ACPTEES VERSES SUR COMMANDES	0,00		0,00	0,00
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	254 381,95		254 381,95	500 186,68
DISPONIBILITES	14 672,26		14 672,26	39 261,66
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	11 430,96		11 430,96	12 961,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	280702,58	0,00	280 702,58	552 409,34
TOTAL ACTIF	17 554 792,25	282 487,64	17 272 304,61	17 091 193,20

BILAN AU 31/12/2006

PASSIF	NET AU 31/12/06	NET AU 31/12/05	VARIATION EN €
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES			
FONDS DE RESERVES			
FONDS DE DOTATION	12 269 356,45	12 071 169,45	198 187,00
RESERVES	4 174 388,71	3 352 892,64	821 496,07
REPORT A NOUVEAU ET RESULTAT			0,00
REPORT A NOUVEAU		-862 182,97	862 182,97
RESULTAT DE L'EXERCICE	333 735,87	1 981 866,04	-1 648 130,17
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	16 777 481,03	16 543 745,16	233 735,87
PROVISIONS			
PROVISIONS POUR CHARGES			0,00
PROVISIONS POUR RISQUES			0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00	0,00	0,00
DETTES			
EMPRUNTS			0,00
CONCOURS BANCAIRES	0,00	0,00	0,00
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	216 456,58	207 596,04	8 860,54
PERSONNEL	0,00	0,00	0,00
ORGANISMES SOCIAUX	0,00	0,00	0,00
CHARGES SOCIALES A PAYER	0,00	0,00	0,00
CHARGES FISCALES A PAYER	0,00	0,00	0,00
FOURNISSEURS IMMOBILISATIONS	0,00	0,00	0,00
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	278 367,00	439 852,00	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0,00	0,00	0,00
TOTAL DETTES	494 823,58	647 448,04	8 860,54
TOTAL PASSIF	17 272 304,61	17 191 193,20	242 596,41

COMPTE DE RESULTAT

	EXERCICE N 31/12/2006	EXERCICE N-1 31/12/2005	VARIATION EN €
PRODUITS D'EXPLOITATION			
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	256 709,26	0,20	256 709,06
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	256 709,26	0,20	256 709,06
CHARGES D'EXPLOITATION			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	407 593,24	295 481,69	112 111,55
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0,00	0,00	0,00
SALAIRES ET TRAITEMENTS	0,00	0,00	0,00
CHARGES SOCIALES	0,00	0,00	0,00
DOTATIONS AUX AMORT. ET PROVISIONS	11 005,60	5 676,53	5 329,07
AUTRES CHARGES	406 772,04	291 193,76	115 578,28
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	825 370,88	592 351,98	233 018,90
RESULTAT D'EXPLOITATION	-568 661,62	-592 351,78	23 690,16
PRODUITS FINANCIERS			
PRODUITS DES AUTRES IMMOB. FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
PRODUITS DE CESSIONS / V.M.P.	5 003,89	7 213,33	-2 209,44
AUTRES PRODUITS FINANCIERS	718,00	795 915,00	-795 197,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	5 721,89	803 128,33	-797 406,44
CHARGES FINANCIERES			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	0,00	9,27	-9,27
AUTRES CHARGES FINANCIERES	0,00	3 022,17	-3 022,17
TOTAL CHARGES FINANCIERES	0,00	3 031,44	-3 031,44
RESULTAT FINANCIER	5 721,89	800 096,89	-794 375,00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-562 939,73	207 745,11	-770 684,84
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	100,00	0,00	100,00
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	896 575,60	2 167 687,29	-1 271 111,69
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	896 675,60	2 167 687,29	-1 271 011,69
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION			0,00
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	0,00	396 597,80	-396 597,80
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	396 597,80	-396 597,80
RESULTAT EXCEPTIONNEL	896 675,60	1 771 089,49	-874 413,89
IMPOT SUR LES PERS MORALES SANS BUT LUCRATIF	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRODUITS	1 159 106,75	656 810,25	-1 811 709,07
TOTAL DES CHARGES	825 370,88	646 631,54	-166 610,34
RESULTAT DE L'EXERCICE	333 735,87	10 178,71	-1 645 098,73

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
MISE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS ET SERVICES			0,00
MISE A DISPOSITION GRATUITE DE PERSONNEL	33 143,19	40 673,00	-7 529,81
TOTAL des CVN	33 143,19	40 673,00	-7 529,81

TOTAL DE L'ACTIVITE	366 879,06	50 851,71	316 027,35
----------------------------	-------------------	------------------	-------------------

Nom de l'entreprise	FONDATION MAIF
Activité exercée	
Adresse	LE PAVOIS 50 AVENUE SALVADOR ALLENDE 79000 NIORT

Annexe des comptes annuels

Exercice du 01/01/05 au 31/12/05

1. Règles et méthodes comptables
2. Engagements financiers & Autres éléments significatifs
3. Notes sur le bilan actif
4. Notes sur le bilan passif
5. Détail des produits et des charges

Total du bilan avant répartition	17 272 304	Résultat : Bénéfice	333735
----------------------------------	------------	----------------------------	--------

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 7 mai 2007 par les dirigeants de la Fondation MAIF.

Annexe

1. Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées sur coût d'acquisition ou leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Pour les biens non décomposables, la durée d'amortissement retenue est la durée d'usage.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilière de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Annexe

2. Engagements financiers & Autres éléments significatifs

Engagements financiers

Engagements donnés	
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	

Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	

Autres éléments significatifs

Il a été mis fin au mandat de gestion du portefeuille de titres confiés à la SGAM (immobilisations financières).

- Gestion du portefeuille de titres :

ODDO PINATON Gestion privée est dépositaire de deux comptes titres ouverts consécutivement à la cession du portefeuille géré par la SGAM intervenue dans le courant de l'exercice 2005.

Les deux comptes titres sont gérés dans le cadre d'un mandat confié initialement à ODDO et CIE, et pour l'autre à RICHELIEU FINANCES Gestion privée. Depuis fin juillet 2006, seul ODO et CIE est chargé de la gestion

- Produits sur exercices antérieurs :

En dépit de nombreuses relances, aucun travail n'ayant été réalisé, la Fondation a dénoncé la convention de recherche avec VALUTEC. LES engagements pris dans le cadre de cette convention s'étaient traduits par l'enregistrement de charges au cours des exercices antérieurs pour un montant de 200 052 euros. La rupture de la convention a pour effet l'enregistrement d'un produit sur l'exercice 2006 à due concurrence.

Par décision en date du 16 janvier 2006, le Tribunal de Grande Instance de Guingamp a résilié la convention liant la Fondation MAIF avec la société FAROS. Ainsi, 55 701 euros constatés en charge sur les exercices antérieurs ont dû donner lieu au constat d'un produit de ce montant en 2006.

Annexe

3. Notes sur le bilan actif

Frais de recherche	Non applicable
--------------------	----------------

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	38 164	58 580	33 621	63 123
Immobilisations corporelles	276 809	664		277 473
Immobilisations financières	16 496 010	16 947 330	16 509 847	16 933 493
Total	16 810 983	17 006 574	16 543 469	17 274 089
Amortissements & provisions				
Immobilisations incorporelles	4 384	7 631		12 015
Immobilisations corporelles	267 097	3 374		270 472
Immobilisations financières	718		718	
Total	272 200	11 005	718	282 487

Créances présentées par des effets de commerce	Non applicable
--	----------------

Etat des créances			
	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Actif circulant & charges d'avance	11 648	11 648	
Total	11 648	11 648	

Produits à recevoir	Non applicable
---------------------	----------------

Charges constatées d'avances :

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de la Fondation.

Annexe

4. Notes sur le bilan passif

Provisions				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour dépréciation	718		718	718
Total	718		718	718

Etat des dettes				
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an à moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	216 456	216 456		
Dettes fiscales & sociales				
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	278 367	278 367		
Produits constatés d'avance				
Total	494 823	494 823		

Dettes représentées par des effets de commerce	Non applicable
---	----------------

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts & dettes établissement de crédit	
Emprunts & dettes financières divers	
Fournisseurs	180 123
Dettes fiscales & sociales	
Autres dettes	

Annexe

5. Détails des produits et des charges

Produits à recevoir	Néant
---------------------	-------

Charges constatées d'avance :	31/12/06	31/12/05
486000 Charges const. D'avance	11 430,96	12 961,00
Total des charges constatées d'avance	11 430,96	12 961,00

Charges à payer :	31/12/06	31/12/05
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan		
408100 Fourn.fact.non recues	180 123,00	162 580,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	180 123,00	162 580,00
Total des charges à payer	180 123,00	162 580,00

Produits constatés d'avance :	Néant
-------------------------------	-------

Annexe

Tableau 1 : Etat pluriannuel des projets en cours (en euros)

Projets	Date conseil Administration	Date signature convention	Bénéficiaires	Montant engagé	31/12/2005	31/12/2006	ENGAGEMENTS HORS BILAN				
					Total pris en charge jusqu'à cette date	Total pris en charge jusqu'à cette date	Versements planifiés en 2007	Versements planifiés en 2008	Versements planifiés en 2009	Versements planifiés en 2010	Total engagements hors bilan
SECURITE ROUTIERE											
- GIE PSA-RENAULT / Compatibilité véhicules légers	09/06/1998	16/12/1999	GIE PSA RENAULT	523 704	523 704	523 704					
- LESCOT-BLOUIN / Personnes âgées	09/12/1999	27/06/2000	LESCOT	30 449	30 449	30 449					
- VALUTEC / Interface conducteur-véhicule	15/06/2000	Non signée	VALUTEC	200 562	200 562						
- TORRES-2 / Accidentologie des jeunes du Sud-Ouest	17/12/2002	09/06/2003	TORRES	12 809	12 809	12 809					
- FAROS-MARSS / Situations à risques sur simulateur	17/12/2002	07/07/2003	FAROS SA & M.PIFFETEAU	100 000	100 000	44 299					
INSERM II / Cohorte GDF-2	17/12/2002	25/11/2003	INSERM	35 880	32 292	35 880					
- WILLINGER -II / Modélisation tête Enfants & Piétons	19/09/2003	28/06/2004	IMFS	59 800	47 850	11 960	11 960	11 960			11 960
- LPC-2R / Risques routiers des 2 roues à moteur	15/06/2006	28/11/2006	INRETS	59 366	23 746	47 492	5 937	5 937			11 873
- LPC-CAVALLO / Traversée de rue des piétons âgés	15/06/2006	12/10/2006	INRETS	83 720	16 744	41 860	25 116	8 372	8 372		41 860
- CEESAR-PVM2 / Analyse comparative des PVM	12/12/2005	20/02/2006	CEESAR	73 900		36 950	36 950				36 950
- ENSAM-RACHIS / Examen cinématique du rachis cervical	12/12/2005	18/05/2006	ENSAM	118 341		35 502	35 502	23 668	23 668		82 839
- ECA-FAROS / Projet simulateur de conduite automobile	13/06/2006	23/10/2006	ECA FAROS	55 700		27 850	27 850				27 850
- CEPA-APNEE / Apnée du sommeil et conduite automobile	13/06/2006	02/10/2006	CEPA du CNRS	158 200		47 406	47 406	31 604	15 802	15 802	110 615
- CHU-PELLEGRIN / Conduite nocturne des jeunes	13/06/2006	16/10/2006	CHU PELLEGRIN	70 594		28 238	28 238	7 059	7 059		42 356
TOTAL SECURITE ROUTIERE				1 582 846	979 774	959 833	218 959	76 640	54 902	15 802	366 303

Annexe

Tableau 1 (suite) : Etat pluriannuel des projets en cours (en euros)

Projets	Date conseil Administration	Date signature convention	Bénéficiaires	Montant engagé	31/12/2004	31/12/2006	ENGAGEMENTS HORS BILAN				
					Total pris en charge jusqu'à cette date	Total pris en charge jusqu'à cette date	Versements planifiés en 2006	Versements planifiés en 2007	Versements planifiés en 2008	Versements planifiés en 2009	Total engagements hors bilan
VIE COURANTE											
- MGEN-II / Santé enfants (Projet replanifié)	07/12/2002	01/06/2001	MGEN	36 464	32 817	36 464					
- LASI / Psychopathologie du traumatisme crânien	10/12/2004	17/05/2006	UNIVERSITE PARIS X	6 376	6 376	6 376					
TOTAL				42 840	39 193	42 840					
RISQUES NATURELS											
- UJF / Crues rapides	02/12/2003	02/03/2004	U.J.F.	116 505	81 554	104 855	11 651				11 651
- CNRS-CSO / Gestion des crises	11/06/2004	22/11/2004	Fondation nationale S.PO	39 100	35 190	39 100					
- CEMAGREF / Risques de montagnes	11/06/2004	10/11/2004	CEMAGREF	170 956	102 574	136 765	17 096	17 096			34 191
- CEMAGREF-ETNA/ Ecoulement liquide complexe	04/04/2006	10/11/2004	CEMAGREF	83 865	25 160	50 319	16 773	16 773			33 546
- ARMINES-CGI / Aléa et risque sécheresse	15/06/2006	09/11/2006	ARMINES	265 984	53 197	132 992	79 795	26 598	26 598		132 992
TOTAL				676 410	297 674	464 030	125 314	60 467	26 598		212 380
ACTIONS PONCTUELLES											
TOTAL											
TOTAL GENERAL				2 302 096	1 316 641	1 466 704	344 273	137 107	81 500	15 802	578 683

Annexe

Tableau 2 : Etat des placements (en euros)

CODE VALEUR	NATURE	NOMBRE	VALEUR MOYENNE	TOTAL	VALEUR BOURSIERE AU 31/12/2006	- VALUE LATENTE AU 31/12/2006	+ VALUE LATENTE AU 31/12/2006
989 410	RICHELIEU EUROPE FCP 1DE	5 741,700	148,94	855 168,79	902 078,48		46 909,69
7 045 737	RICHELIEU SPECIAL	8 399,000	202,16	1 697 941,84	1 757 322,77		59 380,93
7 079 355	RICHELIEU VALEUR FCP	27 755,000	116,44	3 231 792,20	3 263 988,00		32 195,80
7 373 469	RICHELIEU France C	6 092,000	418,41	2 548 953,72	2 750 659,84		201 706,12
989 857	ODDO CASH TITRISATION 3D	76,560	10 986,02	841 089,69	847 828,50		6 738,81
299 042	CYRIL CONVERTIBLE	7 974,000	115,24	918 923,76	955 683,90		36 760,14
980 989	CYRIL CONVERTIBLE TAUX 3 DEC	21 266,540	123,34	2 623 015,04	2 651 937,53		28 922,49
992 091	GAP 2 ANS FCP 3 DEC	169 613,486	24,86	4 216 591,26	4 257 298,49		40 707,23
993 489	ODDO MONEATIRE 3DEC	0,002	8 675,00	17,35	17,46		0,11
TOTAL AUTRES TITRES IMMOBILISES		246 918,288		12 716 902,39	17 386 814,97	0,00	453 321,32

DATE	NATURE	NOMBRE	VALEUR MOYENNE	TOTAL	VALEUR BOURSIERE AU 31/12/2006	+ VALUE LATENTE AU 31/12/2006	- VALUE LATENTE AU 31/12/2006
31/12/2006	NATEXIS EURIBOR	7,000	36 340,28	254 381,95	257 373,06	2 991,11	
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				254 381,95	257 373,06	2 991,11	

Analyses

Tableau 3 : Etat des subventions prises en charge (en euros)

Projets	Date		Bénéficiaire	Montant engagé	Au 31/12/2005		Au 31/12/2006				
	Conseil d'Admi.	signature convention			Total pris en charge jusqu'à cette date	Montants planifiés, non appelés	Montants planifiés en 2006	Montants appelés en 2006	Montants régularisés en 2006	Montant à provisionner	Total pris en charge jusqu'à cette date
SECURITE ROUTIERE					F	A	B	C	D	E=A+B-C-D	F+B-D
GIE PSA-RENAULT / Compatibilité	09/06/1998	16/12/1999	GIE PSA RENAULT	523 704	523 704	54 753				54 753	523 704
LESCOT-BLOUIN / Personnes âgées	09/12/1999	27/06/2000	LESCOT	30 449	30 449	21 879				21 879	30 449
VALUTEC-LAMIH / Interf. Conduct.	15/06/2000	Non signée	VALUTEC	200 562	200 562	200 562			200 562		
TORRES II / Insécurité routière	17/12/2002	09/06/2003	TORRES	12 809	12 809	2 562		2 562			12 809
FAROS / Projet simulateur	17/12/2002	07/07/2003 et avenant du 06/05/04	FAROS & PIFFETEAU	100 000	100 000	55 701			55 701		44 299
INSERM II / Cohorte GDF-2	17/12/2002	25/11/2003	INSERM	35 880	35 880	3 588		3 142	446		35 434
WILLINGER- II / Tête enfants & piétons	19/09/2003	28/06/2004	IMFS	59 800	35 880		11 960	11 960			47 840
LPC-2R / Risques 2 roues à moteur	15/06/2005	28/11/2005	INRETS	59 366	23 746		23 746			23 746	47 492
LPC-PA / Traversée rue pers. Âgées	15/06/2005	12/10/2005	INRETS	83 720	16 744	16 744	25 116			41 860	41 860
CEESAR-PVM2 / Analyse PV mortels	12/12/2005	20/02/2006	CEESAR	73 900			36 950	36 950			36 950
ENSAM-RACHIS / Examen cinématique du rachis cervical	12/12/2005	18/05/2006	ENSAM	118 341			35 502	35 502			35 502
ECA-FAROS / Simulateur de conduite	13/06/2006	23/10/2006	ECA6FAROS	55 700			27 850	27 850			27 850
CEPA-APNEE / Syndrime d'apnée du sommeil et conduite automobile	13/06/2006	02/10/2006	CEPA du CNRS	158 022			47 406	47 406			47 406
CHU-PELLEGRIN / Optimisation de la conduite nocturne chez les jeunes	15/06/2005	16/10/2006	CHU PELLEGRIN	70 594			28 238	28 238			28 238
TOTAL SECURITE ROUTIERE (I)				1 582 846	979 774	355 790	236 769	193 610	256 709	142 239	959 833

Analyses

Tableau 3 (suite) : Etat des subventions prises en charge (en euros)

Projets	Date		Bénéficiaire	Montant engagé	Au 31/12/2005		Au 31/12/2006				
	Conseil d'Admi.	signature convention			Total pris en charge jusqu'à cette date	Montants planifiés, non appelés	Montants planifiés en 2006	Montants appelés en 2006	Montants régularisés en 2006	Montant à provisionner	Total pris en charge jusqu'à cette date
VIE COURANTE					F	A	B	C	D	E=A+B-C-D	F+B-D
MGEN-II / Santé mentale enfants	07/17/2000	01/06/2001 et avenant du 17/04/04	MGEN	36 464	32 817	14 585	3647			18 232	36 464
LASI / Psychopathologie du traumatisme cranien	10/12/2004	17/05/2005	Université Paris X	6 376	6 376	2 550		2550			6 376
TOTAL VIE COURANTE (II)				42 840	39 193	17 136	3 647	2 550		18 232	42 840
RISQUES NATURELS											0
UJF / Crues rapides	02/12/2003	02/03/2004	U.J.F.	116 505	81 554		23 301	23 301			104 855
CNRS-CSO / Gestion des crises	11/06/2004	22/11/2004	Fond. Sciences Po	39 100	35 190	15 640	3 910	15 640		3 910	39 100
CEMAGREF / Risques montagnes	11/06/2004	10/12/2004	CEMAGREF	170 956	102 574	51 287	34 191	51 287		34 191	136 765
ETNA / Ecoulements fluides complexes	10/12/2004	04/04/2005	CEMAGREF	83 865	25 160		25 160	25 160			50 319
ARMINES-CGI / Risque sécheresse	15/06/2005	09/11/2005	ARMINES	265 984	53 197		79 795			79 795	132 992
TOTAL RISQUES NATURELS (III)				676 410	297 674	66 927	166 357	115 387		117 896	464 030
ACTIONS PONTUELLES											0
TOTAL ACTIONS PONTUELLES (IV)											
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)				2 302 096	1 316 641	439 852	406 772	311 548	256 709	278 367	1 466 704

Analyses

Tableau 4 : Etat récapitulatif par action (en euros)

	ACTIONS						TOTAL DES ACTIONS	OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	TOTAL
	SECURITE ROUTIERE	VIE COURANTE	RISQUES NATURELS	PROSPECTION	AUDIOVISUEL	ACTIONS PONCTUELLES			
I - PRODUITS D'EXPLOITATION									
VENTE DE CASSETTES									
SUBVENTIONS									
AUTRES PRODUITS	256 709,26						256 709,26		256 709,26
TOTAL I							256 709,26	0,00	256 709,26
II - CHARGES D'EXPLOITATION									
CHARGES EXTERNES	2 643,55		2 256,09	1 866,50	109 265,51		116 031,65	291 561,59	407 593,24
IMPOTS ET TAXES									
SALAIRES									
CHARGES SOCIALES									
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS								11 005,60	11 005,60
SUBVENTIONS VERSEES	236 768,19	3 647,48	166 356,37				406 772,04		406 772,04
AUTRES CHARGES									
TOTAL II	239 411,74	3 647,48	168 612,46	1 866,50	109 265,51		522 803,69	302 567,19	825 370,88
RESULTAT D'EXPLOITATION	-239 411,74	-3 647,48	-168 612,46	-1 866,50	-109 265,51		-266 094,43	-302 567,19	-568 661,62
PRODUITS FINANCIERS								5 721,89	5 721,89
CHARGES FINANCIERES									
RESULTAT FINANCIER								5 721,89	5 721,89
RESULTAT COURANT	-239 411,74	-3 647,48	-168 612,46	-1 866,50	-109 265,51		-266 094,43	-296 845,30	-562 939,73
PRODUITS EXCEPTIONNELS								896 675,60	896 675,60
CHARGES EXCEPTIONNELLES									
RESULTAT EXCEPTIONNEL								896 675,60	896 675,60
IMPOT SUR LES SOCIETES									
RESULTAT DE L'EXERCICE	-239 411,74	-3 647,48	-168 612,46	-1 866,50	-109 265,51		-266 094,43	599 830,30	333 735,87

Analyses

Tableau 5 : Détail des opérations de fonctionnement (en euros)

TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	
CHARGES D'EXPLOITATION	
CHARGES EXTERNES	
- PRESTATION FONCTIONNELLE DE COMMUNICATION	267,87
- FOURNITURES DIVERSES	1 034,42
- FOURITURES ADMINISTRATIVES	2 461,18
- LOCATIONS IMMOBILIERES	33 695,84
- CHARGES LOCATIVES	9 388,47
- ENTRETIEN IMMEUBLE	5 546,52
- ENTRETIEN MATERIEL	1 363,94
- ASSURANCES	2 199,43
- DOCUMENTATION	945,80
- PERSONNEL DETACHE OU PRETE A LA FONDATION	148 298,00
- HONORAIRES ADMINISTRATIFS	14 292,64
- HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES	6 718,20
- ANNONCES ET INSERTIONS	1 136,20
- CADEAUX	204,00
- FRAIS DE DEPLACEMENT	9 411,93
- MISSIONS - RECEPTIONS	2 408,21
- AFFRANCHISSEMENTS	6 000,00
- TELEPHONE	6 135,95
- FRAIS BANCAIRES DIVERS	24 165,99
- COTISATIONS	15 887,00
TOTAL CHARGES EXTERNES	291 561,59
AUTRES CHARGES	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	11 005,60
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	302 567,19
RESULTAT D'EXPLOITATION	-302 567,19
PRODUITS FINANCIERS	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS V.M.P.	5 003,89
REPRISE SUR PROVISION FINANCIERE	718,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	5 721,89
RESULTAT FINANCIER	5 721,89
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-296 845,30
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
DONS ET LIBERALITES	100,00
PLUS VALUE SUR CESSION DE TITRES IMMOBILIERS	896 575,60
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	896 675,60
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
MOINS VALUE SUR CESSION DE TITRES IMMOBILIERS	
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	896 675,60
RESULTAT DE L'EXERCICE	599 830,30

Analyses

Tableau 6 : Etat de cessions des titres (en euros)

CODE VALEUR	NATURE	COUT ACQ. TITRES VENDUS AU 31/12/2006	PRIX DE CES. TITRES VENDUS AU 31/12/2006	- VALUE REALISEE AU AU 31/12/2006	+ VALUE REALISEE AU AU 31/12/2006
989 410	RICHELIEU EUROPE FCP 1DE	836 313,71	921 079,02		84 765,31
7 045 737	RICHELIEU SPECIAL	1 643 264,20	1 788 353,16		145 088,96
7 079 355	RICHELIEU VALEUR FCP	3 303 824,64	3 412 034,60		108 209,96
7 373 469	RICHELIEU France C	2 476 446,60	2 683 476,76		207 030,16
989 857	ODDO CASH TITRISATION 3D	824 990,96	842 931,83		17 940,87
299 042	CYRIL CONVERTIBLE	824 990,04	918 923,76		93 933,72
980 989	CYRIL CONVERTIBLE TAUX 3 DEC	2 474 999,92	2 623 015,04		148 015,12
992 091	GAP 2 ANS FCP 3 DEC	4 124 999,97	4 216 591,26		91 591,29
973 498	ODDO MONETAIRE 3 DEC	17,14	17,35		0,21
TOTAL		16 509 847,18	17 406 422,78	0,00	896 575,60

III.b – Le rapport du Commissaire aux comptes

FONDATION MAIF

Exercice clos le 31 décembre 2006

Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la FONDATION MAIF, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

■ 38, rue de la Capitale du Bas Poitou
BP 173
85203 FONTENAY-LE-COMTE Cedex
Téléphone : 02 51 69 06 10
Fax : 02 51 69 96 07

■ 38, rue de Ponthieu
75008 PARIS
Téléphone : 01 58 36 09 45
Fax : 01 58 36 09 46

■ Immeuble Antarès
Zone du Téléport 4
86960 FUTUROSOCPE CHASSENEUIL
Téléphone : 05 49 49 49 10
Fax : 05 49 49 01 54

■ Siège social
TECHNOPOLE VENISE VERTE
Avenue Salvador Allende
Voie Euclide - B.P. 8421
79024 NIORT Cedex 9
Téléphone : 05 49 32 49 01
Fax : 05 49 32 49 17

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Poitou-Charentes-Vendée - Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers
S.A. au capital de 37 000 € - 377 530 563 R.C.S. Niort, SIRET 377 530 563 00024 - APE 741C - N° Ident. TVA : FR 10 377 530 563
<http://www.groupey.fr> E-mail : groupe.y@groupey.fr

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- les « Titres immobilisés et valeurs mobilières de placements » font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable. Nos travaux ont consisté à vérifier l'application de ces principes et à apprécier les données et les hypothèses utilisées par la Fondation pour procéder à cette estimation.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de celle-ci.

- les « Subventions octroyées » sont constatées en charge en fonction des échéanciers établis lors de la conclusion des conventions entre la Fondation MAIF et ses partenaires.
Les subventions non versées figurent au passif du bilan en « subventions à verser ». Les échéances à venir sont en rubrique « engagements hors bilan » figurant en annexe des comptes annuels.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du respect de cette méthode.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le bureau du conseil d'administration, et dans les documents adressés aux membres de la Fondation sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Niort, le 16 mai 2007

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPE Y Audit
Département de GROUPE Y S.A.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Michel AIME', is written over a horizontal line.

Michel AIME

III.b.2 – Annexe au rapport général

Les comptes annuels présentés par DUO Solution ainsi que les tableaux figurant en annexe ont été certifiés par le Commissaire aux comptes.

III.c - Informations complémentaires

Evolution des ressources et charges de 1989 à 1995

Montants en Euros	1989/1990	1991	1992	1993	1994	1995
PRODUITS						
Subvention MAIF	560 250	515 278	502 015	481 739	627 175	566 958
Produit de cession SICAV	684 039	702 790	747 153	746 848	747 610	812 248
Produits d'exploitation	24 544	24 849	349 108	168 761	201 995	81 965
Total ressources	1 268 833	1 242 917	1 598 276	1 397 348	1 576 780	1 461 071
CHARGES AFFECTEES A DES ACTIONS						
Subventions versées	26 679	287 824	884 662	465 884	366 792	614 979
Frais généraux actions		35 216	205 654	189 037	204 587	300 782
Sous-total	26 679	323 040	1 090 316	654 921	571 379	915 761
CHARGES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Divers	78 816	105 495	112 355	139 643	155 650	286 757
Personnel	58 998	1 220	114 337	121 197	170 895	144 217
Sous-total	137 814	106 715	226 692	260 840	326 545	430 974
CHARGES FINANCIERES						
Provisions						
Total charges	164 493	429 755	1 317 008	915 761	897 924	1 346 735
PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS	1 220	-1 067	-1 067	915	152 297	-3 506
RESULTAT	1 105 560	812 095	280 201	482 502	831 153	110 830

Evolution des ressources et charges de 1995 à 2000

Montants en Euros	1995	1996	1997	1998	1999 *	2000
PRODUITS						
Subvention MAIF	566 958	575 495	686 630	672 300	672 300	0
Produit de cession SICAV	812 248	810 724	805 846	507 655	566 958	302 782
Produits d'exploitation	81 965	26 831	30 185	13 111	28 051	23 858
Reprise sur provisions						284 937
Total ressources	1 461 071	1 413 050	1 522 661	1 193 066	1 267 309	611 577
CHARGES AFFECTEES A DES ACTIONS						
Subventions versées	614 979	406 429	296 513	748 525	1 265 632	714 529
Frais généraux actions	300 782	246 815	174 859	143 455	125 313	58 236
Sous-total	915 761	653 244	471 372	891 980	1 390 945	772 765
CHARGES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Divers	286 757	277 610	283 708	193 305	163 730	140 558
Personnel	144 217	177 146	107 477	114 947	94 976	112 050
Sous-total	430 974	454 756	391 185	308 252	258 706	252 608
CHARGES FINANCIERES						
Provisions					284 927	
Total charges	1 346 735	1 108 000	862 557	1 200 232	1 934 578	1 025 373
PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS	-3 506	0	-3 049	1 798 746	0	56 406
RESULTAT	110 830	305 050	657 055	1 791 580	-667 269	-357 390

* Changement de méthode comptable en 1999.

** Vente au 24 juin 1999 des obligations détenues par la Fondation MAIF ayant généré une plus-value de plus de 1,3 millions d'euros et achat de trois SICAV à court et moyen termes.

Evolution des ressources et charges de 2000 à 2005

Montants en Euros	2000	2001	2002	2003	2004	2005
RESSOURCES ET PRODUITS						
Subvention MAIF						
OAT et SICAV	302 782	171 670		22 579	33 631	7 213
Trésorerie et divers	23 858	100 650	6 216	66 564	865	0
Reprise sur provisions	284 937			518 926	372 084	795 915
Total ressources	611 577	272 320	6 216	608 069	406 580	803 128
CHARGES AFFECTEES A DES ACTIONS						
Subventions versées	714 529	730 287	277 051	303 420	335 921	291 194
Frais généraux actions	58 236	93 156	94 943	36 385	115 726	28 849
<i>Sous-total</i>	<i>772 765</i>	<i>823 443</i>	<i>371 994</i>	<i>339 805</i>	<i>451 647</i>	<i>320 043</i>
CHARGES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Divers	140 558	130 405	8 204	128 664	63 339	137 352
Personnel	112 050	61 109	189 618	123 683	128 614	134 956
<i>Sous-total</i>	<i>252 608</i>	<i>191 514</i>	<i>197 822</i>	<i>252 347</i>	<i>191 953</i>	<i>272 308</i>
CHARGES FINANCIERES						
Provisions / Agios		424 871	1 262 772	20	3 031	0
Total charges	1 025 373	1 439 828	1 832 588	592 172	646 631	592 351
PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS	56 406	70 370	153 114	420 930	250 230	1 771 089
RESULTAT	-357 390	-1 097 138	-1 673 258	436 827	10 179	1 981 866

Evolution des ressources et charges de 2001 à 2006

Montants en Euros	2001	2002	2003	2004	2005	2006
RESSOURCES ET PRODUITS						
Subvention MAIF						
OAT et SICAV	171 670		22 579	33 631	7 213	5 004
Trésorerie et divers	100 650	6 216	66 564	865	0	256 709
Reprise sur provisions			518 926	372 084	795 915	718
Total ressources	272 320	6 216	608 069	406 580	803 128	262 431
CHARGES AFFECTEES A DES ACTIONS						
Subventions versées	730 287	277 051	303 420	335 921	291 194	406 772
Frais généraux actions	93 156	94 943	36 385	115 726	28 849	116 032
Sous-total	823 443	371 994	339 805	451 647	320 043	522 804
CHARGES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Divers	130 405	8 204	128 664	63 339	137 352	154 269
Personnel	61 109	189 618	123 683	128 614	134 956	148 298
Sous-total	191 514	197 822	252 347	191 953	272 308	302 567
CHARGES FINANCIERES						
Provisions / Agios	424 871	1 262 772	20	3 031	0	0
Total charges	1 439 828	1 832 588	592 172	646 631	592 351	825 371
PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS	70 370	153 114	420 930	250 230	1 771 089	896 676
RESULTAT	-1 097 138	-1 673 258	436 827	10 179	1 981 866	333 736

IV – Analyses et perspectives

Analyses et perspectives

Durant l'année 2006, la Fondation MAIF a poursuivi son activité statutaire de soutien financier aux recherches en prévention des risques ainsi la collaboration avec la Prévention MAIF pour le développement d'outils de sensibilisation et de formation.

Les ressources financières de la Fondation MAIF sont toujours exclusivement constituées par les revenus de ses fonds propres (environ 15 millions d'euros) dont la gestion a été confiée, en décembre 2005, à ODDO Pinatton et RICHELIEU finance (ODDO Pinatton étant le dépositaire et seul responsable de la gestion globale du portefeuille).

Suite à de nombreux départs de gestionnaires d'ODDO Pinatton et sur conseil du Bureau, le Conseil d'administration a décidé, lors de sa séance du 18 décembre 2006, de procéder à un nouveau changement de gestionnaire.

Le nouveau gestionnaire du portefeuille de la Fondation MAIF est la Banque privée QUILVEST.

En matière de recherche, deux nouveaux projets consacrés à la sécurité routière se sont vus accorder un soutien financier ainsi qu'un projet relevant du domaine des risques naturels.

Le Conseil d'administration du 18 décembre 2006 a également décidé de lancer, dès le début 2007, un appel d'offres sur « Les évolutions climatiques, risques engendrés et impact sur la société ».

Sur le plan de la diffusion des résultats des recherches, s'est poursuivie la démarche de conversion des supports existants sur cassettes VHS en DVD interactifs plus facilement exploitables et permettant d'accéder facilement à des informations complémentaires (Fiches pratiques, extraits d'entretiens avec des spécialistes, ...).

En conclusion, la Fondation MAIF, avec l'aide de son Conseil d'administration et de son Conseil scientifique, peut résolument continuer son œuvre citoyenne de soutien à la recherche et faire progresser les connaissances indispensables à la mise en œuvre d'une prévention des risques efficace.

H. OLIVIERO
Directeur